

N°DBCA-2023-077

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MAITRISE D'ŒUVRE DU CIS BOSC-LE-HARD – DEMANDE D'HONORAIRES COMPLEMENTAIRES DU
BUREAU D'ARCHITECTES**

Le 16 novembre 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 31 octobre 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

*

* *

Vu :

- *le code de la commande publique,*
- *la délibération du Conseil d'administration du DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Le chantier de construction du Centre d'incendie et de secours de BOSC-LE-HARD a pris du retard compte-tenu de l'incapacité de l'entreprise de VRD FIZET à mener à bien les travaux. Cette défaillance a donné lieu à une résiliation du contrat.

Pour faire suite à cette résiliation, le maître d'œuvre, le Bureau d'Architecte BREARD-LANCHON-MOTTE (BABEL) a sollicité le Sdis 76 par courrier, reçu le 27 octobre 2023, de lui octroyer des honoraires supplémentaires, compte-tenu de l'allongement de la durée des travaux engendrés et de la nécessité de relancer le lot VRD sur les bases suivantes :

1. Honoraires MOE - DET	2330€/mois	8 mois	18 640,00 € H.T
2. Honoraires MOE - OPC	2150€/mois	8 mois	17 200,00 € H.T.
3. Remboursement BABEL pour solde mission PRISME (Sté sous-traitante agissant pour le compte de BABEL pour la mission OPC)			2 707,28 € H.T
TOTAL AVENANT MOE			38 547,28 € H.T

Concernant les honoraires demandés, les articles L.2432-1 et L.2432-2 du Code de la commande publique, confirmés par un arrêt du Conseil d'Etat du 29 septembre 2010 « Société Babel », montrent que l'allongement de la durée des travaux n'induit pas automatiquement une augmentation du forfait de rémunération. Les honoraires du maître d'œuvre sont en effet établis par forfait et non par rémunération mensuelle. Ce forfait est établi pour la durée de la mission quelle qu'en soit la durée. Aussi, le Sdis 76 n'est pas tenu légalement de répondre favorablement à cette requête.

Dans son courrier, l'équipe de Maîtrise d'œuvre rappelle néanmoins, que l'entreprise FIZET a été retenue en commission de marchés à procédure adaptée en août 2022 sur la base d'une proposition financière de l'entreprise inférieure à l'estimation de celui-ci.

Pour mémoire, l'attribution s'est déroulée en présence des services de la concurrence qui ont souligné l'absence d'éléments justifiant l'exclusion de l'entreprise.

En outre, il est à noter que lors des échanges entre le Groupement Immobilier et le Maître d'œuvre, celui-ci a insisté également sur l'incidence technique, organisationnelle et financière d'une telle prolongation et met l'accent sur l'accompagnement fait au Sdis 76 durant la période.

Au regard des éléments présentés, il est proposé aux membres du Bureau de bien vouloir se prononcer et de retenir ou non la demande d'honoraires complémentaires de Babel Architectes d'un montant total de **38 547.28 € HT**.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration refusent à ce jour la demande d'honoraires complémentaires et renvoient à une discussion future à l'issue du chantier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231117-DBCA-2023-077-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Affichage : 17/11/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 17/11/2023
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER